

Mexique : où en est la « quatrième transformation » ?

jeudi 12 septembre 2019, par [MODONESI Massimo](#) (Date de rédaction antérieure : 2 septembre 2019).

Une entrevue avec Massimo Modonesi

Pourquoi caractériser López Obrador et de MORENA comme une forme de « progressisme retardé » ?

L'arrivée au pouvoir de MORENA est tardive par rapport au Mexique lui-même. Le gouvernement progressiste actuel aurait dû naître en 2006, alors qu'il y a eu fraude électorale. À ce moment-là, MORENA était le fruit d'un processus prolongé de lutte anti-néolibérale coïncidant avec l'apogée du plus grand cycle anti-néolibéral à l'échelle du continent. En 2006, la lutte mexicaine produisait activement des effets au niveau électoral et ébranlait les classes politiques et dirigeantes. On peut donc dire que le gouvernement progressiste actuel est en retard sur lui-même - en retard par rapport à son propre moment fondateur et à sa propre impulsion progressive, qui contenait une forte impulsion du mouvement social et un dynamisme nettement anti-institutionnel. De toute évidence, le Mexique est également en retard du cycle progressiste latino-américain, durant lequel la poussée est venue des luttes venant d'en bas, mais aussi par une ouverture aux opportunités politiques favorisée par un climat économique favorable. Le gouvernement mexicain actuel doit payer le prix de ces deux décalages : le premier, son retard par rapport à la dynamique propulsive initiale des luttes sociales, qui aurait pu modifier des forces. Actuellement, au Mexique, les rapports de forces ne sont pas modifiées de la même manière que dans d'autres pays d'Amérique latine, ni même à d'autres moments de l'histoire du Mexique. En d'autres termes, le gouvernement actuel ne peut être considéré comme l'aboutissement d'une lutte d'en bas. Et, évidemment, MORENA arrive au pouvoir dans un climat, tant au niveau national que régional, beaucoup plus défavorable aux projets progressistes qu'au cours des dernières décennies. Le climat économique actuel n'est manifestement pas favorable et, de surcroît, la question du crime organisé violent au Mexique a tendance à occulter toute autre question. En substance, le gouvernement López Obrador nage à contre-courant. La situation politique actuelle, avec sa dérive vers la droite à l'échelle du continent, est clairement différente de celle d'avant, et c'est ce que je veux dire quand je parle de « progressisme tardif ».

Vous ne pensez pas qu'il y ait des avantages potentiels à ce retard ?

Être en retard permet une forme de rétrospection critique dans laquelle les contradictions et les faiblesses d'autres gouvernements progressistes peuvent être mieux appréhendées. Le problème au Mexique est que la plupart des gens ne sont pas intéressés par ces problèmes. Il existe ce que nous pourrions appeler une « épistémologie nationaliste » : une ligne de pensée selon laquelle le Mexique serait tout à fait unique et ne peut être pensé que selon ses propres termes. Bien sûr, tout le monde ne pense pas ainsi, mais le gouvernement aime penser de la sorte. Ce genre de pensée protège le gouvernement de l'inévitable accusation - principalement de la droite - selon laquelle AMLO est « chaviste ». Le gouvernement répond simplement : « Non, nous sommes des Mexicains ». Comme si c'était la fin de la discussion. Quoi qu'il en soit, ce type de réflexion n'aide pas le gouvernement à

analyser de manière critique les contradictions du progressisme ou à aller au-delà de la simple répétition de gestes progressifs.

Malgré ses limites évidentes, le gouvernement d'AMLO a suscité une vague d'espoir parmi les secteurs populaires qui pourrait éventuellement être l'étincelle relançant les nouvelles luttes sociales. Quelle est la probabilité que cela se produise ?

Je vois le potentiel, mais pas nécessairement la probabilité que cela se produise. Il y a certainement eu un réveil d'espoir, en particulier dans les couches les plus pauvres de la société. Il faut reconnaître que ce même sentiment d'espoir pourrait, au fil du temps, se transformer en frustration et que la droite attendra dans les coulisses pour tirer le meilleur parti de cette frustration. Mais il est également possible qu'une frustration éventuelle encourage une mobilisation plus autonome et indépendante et une politisation accrue. Je ne vois pas nécessairement que cela se produise à court terme, mais c'est à l'horizon.

En ce qui concerne le succès ou l'échec relatif du gouvernement, il existe à nouveau certaines limites qui conduiront presque inévitablement à la frustration. Les attentes à l'égard de ce gouvernement sont incroyablement élevées, précisément en raison de l'accumulation de mécontentement à long terme et du désir de faire quelque chose de différent. Encore une fois, la « lenteur » du gouvernement est un facteur clé dans ce type d'analyse. Dans le climat actuel, où le néolibéralisme a atteint un stade aussi avancé et où les contradictions se sont accumulées dans une telle mesure, le gouvernement joue un jeu risqué en suscitant des attentes, en faisant des déclarations telles que « le néolibéralisme a pris fin ». Tout le discours sur la quatrième transformation, pendant et après la campagne, crée un incroyable sentiment d'espérance. L'Équateur et l'Argentine sont des exemples où l'hégémonie des mouvements progressistes a commencé à s'effondrer. Quant à la gauche mexicaine, même si nous observons un degré important de fragmentation et de dispersion, il reste un niveau d'activité non négligeable : mouvements de jeunesse, mouvements de femmes, mouvements populaires, organisations non gouvernementales, etc. Cette partie de la gauche attend de voir ce qui se passera ensuite. Le fait que ces mouvements peuvent soutenir certaines mesures lorsque cela leur convient, mais ils ne se reconnaîtront pas comme appartenant à Morena ou à la direction de López Obrador.

Il est clair qu'en appelant son gouvernement « la quatrième transformation », López Obrador s'est imposé comme une référence. Il doit sûrement y avoir des bases pour la comparaison avec les autres transformations historiques - Indépendance, Réforme et Révolution ?

Il existe des motifs de comparaison dans le sens où la quatrième transformation aspire à être aussi transformatrice que ces autres moments décisifs. C'est une question d'historicité : le néolibéralisme a pénétré si profondément dans la société mexicaine, configurant l'ensemble de l'ordre social selon des critères oligarchiques, que le moment présent a bel et bien un air de rupture. Là où l'indépendance rompait avec un principe d'ordre et de hiérarchie et où la réforme, puis plus tard la révolution, rompait également avec un certain type de hiérarchie de classe capitaliste, il y a de bonnes raisons de parler de transformation. Mais le problème est que ni le projet ni les forces qui le composent ne sont capables de réaliser la transformation souhaitée. Au niveau d'un programme réel, rien n'indique comment López Obrador envisage d'atteindre les objectifs de la quatrième transformation, ni aucune intention de rompre avec l'ordre actuel. En réalité, AMLO propose des réformes modérées dans le cadre d'un consensus largement néolibéral, mais ces réformes sont considérées comme radicalement transformatrices. Ainsi, là encore, il existe un décalage entre la transformation proposée et la transformation en pratique, ce qui ouvre à nouveau la porte à la frustration. La victoire d'AMLO a eu pour résultat un changement de climat politique général, ce qui signifie non seulement un sentiment d'espoir, mais aussi un changement dans certains domaines

clés. Des progrès réels ont été réalisés en matière de lutte contre la corruption et de réaffirmation de la notion d'intérêt général. Mais, encore une fois, ce type de transformation n'est pas proche du profond changement de la dynamique du pouvoir et des processus d'accumulation de capital associés aux transformations précédentes. L'indépendance et la révolution ont été décisives pour modifier le fonctionnement interne de la société mexicaine.

On peut se demander si la révolution mexicaine a été ou non une véritable révolution sociale. Mais il y avait une constitution qui modifiait le rapport de forces, entre ceux d'en haut et ceux d'en bas, entre les classes populaires et la classe dominante. Tout cela pour dire que le gouvernement actuel a rétabli un nouveau pacte social de domination ; un pacte qui, ajoutons-le, est plus rétrograde que prospectif.

Peut-on vraiment parler de « transformation » alors que le seul projet à l'horizon est de revenir et de rétablir l'équilibre pré-néolibéral, post-révolutionnaire ?

Je pense que nous pouvons nous attendre à un changement d'attitude : une plus grande ouverture à la protestation politique, une tentative sincère de lutte contre la corruption, une nouvelle classe politique qui commence à se former autour de la défense de l'intérêt général et d'une sorte de renouveau national . Et le nouveau gouvernement a absolument quelque chose de régénérateur en ce sens, mais lorsque nous parlons de « transformation », je serais plus enclin à utiliser un « T » minuscule.

MORENA aime s'appeler un « parti-non parti ». Voyez-vous des preuves de cela en termes d'appels à des citoyens plus engagés, de formes de démocratie plus « intenses », ou d'autres manifestations d'une plate-forme politique classique basée sur le mouvement ?

MORENA est devenu un appareil électoral peu après sa naissance. Dans ses rangs, on ne trouve pas une diversité de positions de leadership, une variété de courants politiques différents ou un large éventail de débats. Cependant, beaucoup de gens continuent d'espérer, devenant de ce fait de puissants sympathisants, voire des participants occasionnels. Le fait est que MORENA est un appareil électoral et que sa boîte à outils n'a pas la capacité de jouer le rôle d'une force politique indépendante et autonome. En tant que plate-forme électorale, il sert à répartir les postes gouvernementaux, sans aucune base sur laquelle s'appuyer. Il y a très peu de vie de parti interne et plus précisément, MORENA est manifestement le parti de López Obrador. Il est assez clair que cette dynamique tend à fonctionner : c'est une chose si un dirigeant émerge d'une organisation relativement autonome, et une autre si cette organisation naît de sa propre initiative. AMLO est dans l'ensemble du processus dans une relation de verticalité totale.

En ce qui concerne ceux qui ont voté pour López Obrador - les masses de partisans qui sont apparus de nulle part -, je pense qu'il est possible que nous assistions à des développements plus dynamiques au sein de cette base. Mais ce dynamisme, plutôt que de politiser ouvertement, sera, je pense, désorganisé, car les éléments les plus politisés sont ceux qui ont été écartés au cours du processus en cours.

Et la gauche ?

Je ne pense pas non plus qu'il soit vraiment possible de parler d'une « gauche » de MORENA, bien que plusieurs intellectuels et dirigeants politiques de gauche participent au gouvernement. Il y a des voix de gauche parmi les dirigeants du Parti communiste et d'autres groupes de gauche des années 70 et 80 (qui ont rejoint le PRD en 1988-1989). Mais les composantes de gauche n'atteignent pas la base ; ils sont orientés vers le haut et souhaitent exercer une influence sur López Obrador. D'autres - groupes de jeunes, organisations féministes et secteurs autonomes - continuent de s'organiser,

d'agiter et de se battre en dehors du parti. Je place davantage ma foi dans ces groupes, qui ne sont pas encore des mouvements de masse organisés. Il reste à voir comment ils vont se développer dans le climat actuel. Il y a tout un secteur de la gauche qui a choisi de ne pas faire partie du gouvernement. Cette partie attend son heure, cherchant à intervenir sur des questions particulières telles que la réforme du travail, les droits de l'homme ou la problématique hommes-femmes. Ce type d'opposition de gauche n'est pas une opposition large et générale, mais plutôt une attente pour critiquer le gouvernement sur certaines questions pour lesquelles le gouvernement est perçu comme un échec. Par exemple, la réforme de l'éducation a créé un fossé entre le gouvernement et le mouvement des enseignants indépendants, qui, jusque-là, était en train de négocier avec le gouvernement. Sans s'opposer ouvertement au gouvernement, certaines divisions ont commencé à se creuser. Le seul groupe dont l'opposition au gouvernement est totalement inconditionnelle sont les zapatistes et peut-être certains petits groupes trotskystes. Le type d'antagonisme représenté par les zapatistes ne se limite pas à certains conflits - la demande d'une consultation autochtone sur des projets de construction à grande échelle, par exemple. Ils soutiennent que le gouvernement actuel n'est qu'un autre type de suzerain, identique à celui des gouvernements précédents. Une autre possibilité, plus orientée vers le long terme, est que l'aile critique de gauche, soucieuse de problèmes particuliers, puisse commencer à former une opposition plus généralisée.

Pouvez-vous dire quelque chose sur les liens entre le gouvernement et le mouvement ouvrier dont les tendances bureaucratiques sont bien connues ?

L'administration d'AMLO plaide -, sans vagues, en faveur d'une réforme de la main-d'œuvre qui, dans la pratique, signifierait une démocratisation du secteur syndical. Dans le même temps, le gouvernement tente de faire comprendre aux entreprises que les mesures proposées ne bouleverseront pas l'équilibre actuel des pouvoirs au sein du secteur syndical. La mesure appelle à un plus grand pluralisme au sein des syndicats, mais uniquement dans la mesure où cela n'affecte pas les intérêts des plus grands syndicats. Le gouvernement est donc impliqué dans ce type d'acte de jonglage, essayant de rendre tout le monde heureux. Une fois de plus, nous nous retrouvons avec la question des attentes suscitées : un grand sentiment d'espoir s'est développé autour de l'appel à la démocratisation des syndicats. D'autre part, l'influence des grands syndicats est ce qui rend possible le type de négociation que nous observons. Et ce type de négociation est plus facile lorsque la base, dans le secteur public en particulier, a été pacifiée par la direction des syndicats.

López Obrador accuse parfois la gauche critique de s'associer avec la droite mexicaine pour saper Morena. Quelle est votre réponse à une telle accusation ?

C'est un gros problème, car avec ce type de discours, nous voyons apparaître une certaine polarité : une opposition rigide opposant les progressistes à la droite, qui a été la polarité privilégiée de tous les gouvernements progressistes latino-américains. Rappelez-vous ce que disait Cristina Kirchner en Argentine : « À ma gauche, le mur ». L'idée est qu'il n'y a pas de contradiction possible ni de polarité vis-à-vis d'une gauche existante ou d'une gauche potentiellement existante ; en ce qui concerne les groupes de gauche - ceux qui protestent contre les grands projets de travaux publics de López Obrador ou contre le projet de loi sur la réforme de l'éducation - AMLO les qualifie simplement de « conservateurs » et d'idiots utiles pour la droite mexicain. Du point de vue de López Obrador, le seul antagonisme pertinent se situe entre son propre parti et la droite. Il n'y a pas d'aile gauche au-delà de cette polarité. Et il a raison dans un sens : la droite est l'ennemi du gouvernement. Il y a évidemment des intérêts très puissants contre lui, mais il y a aussi beaucoup d'autres couches sociales, des secteurs de la classe moyenne, par exemple, qui trouvent son style de gouvernance populaire au niveau national désagréable, voire carrément horrifiant. Dans sa manière de parler et de se comporter, AMLO représente un affrontement culturel qui provoque un malaise parmi les couches moyennes de la société mexicaine.

AMLO poussera-t-il un modèle de gouvernance réconciliable avec le modèle néolibéral ?

Les mêmes intérêts politiques et sociaux qui ont empêché López Obrador de gagner en 2006 lui ont essentiellement permis de gagner en 2018. Et maintenant, ils testent les eaux pour voir dans quelle mesure ils peuvent négocier et s'ingérer dans son administration. Demain ou après-demain, ils se rendront peut-être compte qu'ils préfèrent leurs propres représentants de classe au gouvernement et réexamineront leurs options disponibles. En ce qui concerne ces types de relations interclasses, ces négociations et les tentatives d'évitement des conflits au nom du consensus, il reste à voir comment elles se dérouleront. La droite mexicaine reste très active, en particulier dans la presse, et commence à identifier certaines zones de conflit qui, avec le temps, deviendront plus ouvertes et directes. En ce sens, nous rencontrons les mêmes problèmes au Mexique qu'en Amérique du Sud : comment s'assurer que les critiques de gauche ne finissent pas par favoriser la droite ? Et il y a un défi connexe pour la gauche, qui consiste à reconnaître qu'il existe un véritable conflit entre les forces progressistes et la droite. Il reste à voir si le gouvernement de Morena sera en mesure de satisfaire les conservateurs, bien que le simple fait de déplaire à la droite du Mexique ne soit pas suffisant en soi.

Et qu'en est-il de la relation d'AMLO avec les États-Unis ?

Mon impression générale est que la scène internationale est un intérêt secondaire pour le gouvernement actuel. AMLO cherche à créer un climat propice au renouveau national et s'intéresse aux affaires intérieures. Il veut éviter les conflits sur la scène internationale et cherche à rester discret. En fait, ce profil bas était visible lorsque AMLO a refusé de soutenir l'intervention américaine au Venezuela. C'était en fait la position la plus évidente et la plus naturelle, tout à fait dans la lignée d'une longue tradition mexicaine de non-intervention. Et ce non-interventionnisme est dans la nature de López Obrador : il cherche à éviter les conflits. Tout type de conflit avec les États-Unis impliquerait, outre de graves problèmes commerciaux, un niveau de tension géopolitique que le Mexique n'est pas en mesure de gérer. Le projet d'AMLO est fortement dépendant d'un cycle économique positif pour soutenir l'ensemble de sa politique sociale, le renforcement de l'État, l'exploitation du pétrole et des ressources naturelles. Bien entendu, López Obrador est issu d'une tradition politique qui défend les droits de l'homme et qui croit également à la protection de la souveraineté du territoire mexicain. Par conséquent, certaines questions ne sont pas négociables. Mais son idée du renouveau national est complètement séparée de tout type d'imaginaire anti-impérialiste, ce qui contraste fortement avec ce que nous avons vu dans de nombreux autres gouvernements d'Amérique latine au cours des deux dernières décennies.

L'un des aspects les plus frappants des premiers mois de son mandat, López Obrador a eu recours à des plébiscites et à d'autres formes de consultation publique « directes » pour tester ses projets politiques les plus controversés à grande échelle. Que pouvons-nous dire de ce style de gouvernance ?

AMLO fait constamment appel à ces types de sondages et de consultations qu'il mènera, qu'il s'agisse d'un projet de construction en particulier ou même de sa propre permanence au bureau exécutif. Cet exercice est clairement guidé par la logique du plébiscite, ce que l'on pourrait appeler, de manière plus théorique, les tendances bonapartistes d'AMLO. Certains verront ces mesures et verront une tentative plus ou moins secrète de pratiquer une sorte de démocratie directe, mais les choses sont plus compliquées. Tout d'abord, qui va se lever et dire qu'ils rejettent la démocratie directe ? Comme si la démocratie directe se limitait exclusivement au format spécifique proposé par le gouvernement. Et ce format n'inclut pas de processus préalable du type où les gens seraient équipés pour participer par le biais d'une éducation et d'une formation politiques, où ils pourraient être prêts à initier un changement politique d'en bas.

Le format du plébiscite, dans lequel le leader demande aux gens de donner leur avis sur les questions qui sont abordées d'une manière ou d'une autre, vise clairement à légitimer une mesure que le gouvernement veut poursuivre. Je ne suis pas contre ces cas de participation populaire, mais je ne pense pas qu'ils puissent servir de légitimation ad hoc aux décisions déjà prises en matière de politique publique. Et c'est la différence entre la logique du plébiscite et la démocratie directe, où celle-ci part d'en bas avec des formes de participation autonomes qui ne limitent pas la participation aux questions formulées par la classe dirigeante.

Et qu'en est-il de la question du crime organisé et du prétendu « narco-État » ? Pensez-vous que le problème est celui dans lequel le gouvernement peut progresser, ou suggère-t-il une limite aux possibilités de transformation de l'administration actuelle ?

Paradoxalement, la capacité du gouvernement à faire des progrès sur la question constituera un critère fondamental à partir duquel elle sera mesurée. Au-delà de tout ce que nous pourrions dire sur les relations entre les forces progressistes et conservatrices, les types particuliers de relations de classe qui pourraient adhérer à un moment donné, je crains que la véritable évaluation de MORENA se centre sur sa capacité à lutter contre la violence écrasante qui règne dans le pays. En regardant ce que López Obrador a fait jusqu'à présent, je pense qu'il était tout à fait raisonnable de sa part de refuser de démilitariser totalement les zones de conflit, car cela laisserait des zones vulnérables à une nouvelle violence. Ce qu'il a fait, c'est créer une garde nationale de nature militaire, mais qui ne répond pas directement à l'armée et qui, espérons-le, pourra remplacer les forces armées. López Obrador affirme également que la politique sociale permet de lutter contre la violence, mais que cela prendra du temps et que, même dans ce cas, la question devient de savoir quel type de politique sociale est mis en œuvre. Et, ici, j'estime que le type de politique sociale proposé ne peut pas avoir d'impact significatif sur les niveaux de violence existants, car c'est trop peu d'argent pour une période de temps trop courte.

Un projet visant à lutter contre le crime organisé est mis en œuvre grâce à la création de nouvelles écoles publiques. Là encore, le problème avec cette initiative est qu'elle ignore le travail des établissements d'enseignement public autonomes. Dans la pratique, cela s'est traduit par une réduction des dépenses des universités et par la réaffectation de fonds aux plans éducatifs du gouvernement. C'est une bonne chose d'investir dans l'éducation, mais c'est sous un angle fortement étatique qui ignore l'importance de l'éducation autonome publique. En fin de compte, ce gouvernement a une profonde méfiance vis-à-vis de tout type d'organisation autonome. Et je ne parle pas nécessairement d'autonomie dans le sens d'organisations d'en bas, éloignées du gouvernement ; Je parle de tout type général d'initiative autonome. L'ambition de Morena est de réaffirmer le contrôle de l'État et de centraliser toutes les prises de décision dans l'État.

Pouvez-vous expliquer votre utilisation du terme gramscien de « révolution passive » pour comprendre le phénomène de la marée rose en Amérique latine ?

Gramsci propose d'envisager l'idée d'une « révolution passive », à laquelle j'ajouterais les concepts connexes de « césarisme », « bonapartisme » et « transformisme », qui aident à étoffer le concept plus général de la révolution passive. Le type de révolution en question est fondamentalement une transformation ayant une dimension conservatrice : une révolution non révolutionnaire, une révolution avec restauration ou une révolution qui est aussi une conservation des anciennes formes sociales. Ce n'est pas seulement une transformation dont les objectifs ultimes sont en quelque sorte modestes, mais dont la dynamique est fondamentalement passive. La question de la mobilisation et de la participation populaires est particulièrement intéressante, car tout ce que je décris ne signifie pas qu'il n'y a pas de participation ni d'activité populaires. Lorsque Gramsci qualifie une révolution de « passive », il entend bien une révolution conduite par le haut et non par le bas, une révolution dirigée par les classes dominantes et non par les classes subalternes. Et c'est le concept clé : une

révolution fondée sur la position subalterne de ses participants, consistant en un processus qui maintient ou place activement son soutien dans une position subalterne. Selon Gramsci, ce type de révolution passive a lieu lorsqu'il y a un défi venu d'en bas qui produit une crise au sein de l'ordre hégémonique ; cet ordre se mobilise rapidement pour rétablir l'hégémonie en concédant un terrain au défi contre-hégémonique, au nom de la démobilisation du potentiel politique plus large du mouvement. Ainsi, la révolution passive décrit essentiellement un mouvement historique supervisé par les classes dominantes, qui intègre également certaines exigences des subalternes afin de démobiliser leur mouvement. Et on appelle souvent cela « bonapartiste » ou « transformiste », parce que la situation qui en résulte est une impasse historique, une impasse politique aux conséquences potentiellement catastrophiques, où ce n'est que par l'émergence d'une figure charismatique se tenant en dehors de la mêlée qu'un nouveau social Un pacte peut être établi et l'hégémonie restaurée. Le transformisme suggère également que le leadership des organisations sociales, des subalternes, finit par être siphonné dans une nouvelle couche administrative de l'appareil étatique, qui est conçu comme étant la satisfaction des revendications, mais en réalité le processus par lequel sont désactivés. Ce modèle me permet d'apprécier à la fois les spécificités de processus particuliers et les éléments communs de la marée rose. En d'autres termes, cela permet à l'analyste politique de lire les dynamiques du néolibéralisme, du post-néolibéralisme et de l'anti-néolibéralisme dans un cadre qui renvoie également aux luttes pour la démocratisation et la participation populaire.

Dans le débat plus vaste autour du cycle progressiste latino-américain, ces deux questions - luttes anti-néolibérales et démocratie - sont trop souvent traitées comme s'il s'agissait de questions distinctes. Les questions de savoir si ledit gouvernement était néolibéral ou post-néolibéral sont rarement encadrées par des questions de savoir si elles étaient démocratiques ou non, ce qui est essentiellement une question de savoir si elles ont dépassé le cadre électoral libéral. En son cœur, la question est de savoir si la forme politique elle-même a été modifiée au cours du cycle progressif ou s'il y a simplement eu un changement de modèle d'accumulation et de redistribution du surplus social. Il est évident que des cas spécifiques en Amérique latine correspondent mieux au modèle que d'autres. En ce qui concerne le Mexique, je pense que le modèle s'appliquerait assez directement s'il n'existait pas un écart important : la force ou l'absence de force de la lutte d'en bas. Pour être une révolution passive, il doit exister une lutte d'en bas pacifiée. Au Mexique aujourd'hui, pour dire les choses assez grossièrement, il reste très peu de choses à pacifier. Ce qui manque dans notre climat politique aujourd'hui, c'est le compromis entre les dynamiques actives et passives.

Massimo Modonesi

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

<http://alter.quebec/mexique-ou-en-est-la-quatrieme-transformation/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : plateformealtermondialiste@gmail.com